



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 09/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COUR D'APPEL DE BORDEAUX (tribunal judiciaire)

30 RUE DES FRERES BONIE
33000 Bordeaux

Références : UD33-CRA-25-261
Code AIOT : 0100039400

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement COUR D'APPEL DE BORDEAUX (tribunal judiciaire) implanté 30 RUE DES FRERES BONIE 33000 BORDEAUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COUR D'APPEL DE BORDEAUX (tribunal judiciaire)
- 30 RUE DES FRERES BONIE 33000 BORDEAUX
- Code AIOT : 0100039400
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le tribunal judiciaire de Bordeaux possède 2 TAR d'une puissance cumulée de 1370 W. Le site est soumis à Déclaration avec Contrôle au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement ICPE des TAR	Norme du 19/03/2025	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 1.8.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Attestation du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. d)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Analyse méthodique des risques (AMR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Plan d'entretien	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)	Demande d'action corrective	3 mois
8	Procédures	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. c)	Demande d'action corrective	3 mois
9	Stratégie de traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3 c)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.	Demande d'action corrective	1 mois
12	Dépassement du seuil de 1 000 UFC/l	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. a)	Demande d'action corrective	1 mois
13	Prélèvements eau d'appoint	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 5.1.	Demande d'action corrective	1 mois
14	Fréquence	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des prélèvements	14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. a)		
15	Transmission des résultats	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. e)	Demande d'action corrective	3 mois
16	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.1. a)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Etat du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. c)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
20	EPI	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 4.2.	Demande d'action corrective	3 mois
21	Analyse de la pollution	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 5.5.	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
18	Rétention des aires et locaux de stockage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.9.	Sans objet
19	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose des documents essentiels à la maîtrise du risque "legionnelles". Il doit cependant progresser dans sa gestion des TAR, notamment dans le suivi des analyses d'eau et des actions associées à la dérive des indicateurs de gestion du risque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE des TAR

Référence réglementaire : Norme du 19/03/2025
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Prescription contrôlée :
L'exploitant dispose de 2 TAR d'une puissance unitaire de 685 kW, soit une puissance globale de

1370 kW.
Constats : L'inspection des installations classées (IIC) n'a pas trouvé les plaques précisant les puissances annoncées des TAR. En outre, l'exploitant a précisé en séance que le fonctionnement des TAR est saisonnier (d'avril à septembre).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le justificatif de la puissance annoncée des 2 TAR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 1.8.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-66 du code de l'environnement.[...] Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : Le dernier contrôle périodique a eu lieu le 03/02/2023. Il faisait état de plusieurs non-conformités majeures, qui ont été levées, ce qui est attesté par le rapport de bureau Veritas n°20956968 du 01/02/2024. Ce rapport pointe néanmoins 12 autres non-conformités qu'il convient de traiter.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie de la levée de l'ensemble des autres non-conformités signalés par le rapport de bureau Veritas n°20956968 du 01/02/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Attestation du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. d)
--

Thème(s) : Risques chroniques, Conception
Prescription contrôlée : Pour tout dévésiculeur installé à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de l'attestation d'efficacité du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires (une par TAR). Cependant, au vu de l'état passable des dévésiculeurs actuellement en place, il a confirmé post inspection par courriel du 07/04/2025 qu'un devis venait d'être signé pour leur remplacement, qui sera effectif avant la remise en route des TAR. De fait, l'inspection des installations classées ne proposent pas de mise en demeure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet l'attestation d'efficacité du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires (une par TAR) avant leur prochaine mise en service.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur : <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila est dispensée aux opérateurs concernés.

<p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; - la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; - les attestations de formation de ces personnes.
<p>Constats :</p> <p>Il n'existe aucune personne nommément désignée par l'exploitant.</p> <p>cf.partie confidentielle</p> <p>Aucune ne dispose des attestations de formation requises.</p> <p>En séance, le prestataire a transmis une demande de formation urgente à son échelon central. A ce stade, et compte tenu de la réactivité présentée, l'inspection des installations classées ne propose pas de mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet les personnes nommément désignées, et les attestations de formation requises.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Analyse méthodique des risques (AMR)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles

dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Constats :

L'exploitant dispose d'une AMR dont la dernière révision date d'avril 2023.

Elle comporte les éléments suivants :

- description de l'installation
- schéma de principe
- modes de fonctionnement : il est indiqué que il n'y a aucun arrêt partiel ou intermittent (cf p 39/76 de l'AMR). Or le fonctionnement des TAR est saisonnier (selon l'exploitant elles fonctionnent de juin à septembre)
- situations pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles
- analyse des bras morts
- évaluation du risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète son AMR du fait du fonctionnement saisonnier de ses TAR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans

l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation.
 Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR. Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

[...]

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

Aucun plan d'entretien n'est établi.

Au jour de l'inspection, l'exploitant a présenté des gammes d'entretien mensuel et annuel, qui vont être mises en place avec le nouveau traiteur d'eau.

En revanche, aucune analyse particulière n'est réalisée du fait du fonctionnement saisonnier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met à jour son AMR ainsi que les autres documents afférents (notamment plan d'entretien et de surveillance) du fait du fonctionnement saisonnier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en

particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

[...]

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

Un plan de surveillance analytique existe dans le carnet de suivi (en chapitre 7). Par contre, il est incomplet et comporte des incohérences.

Au jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il allait mettre à jour ce plan.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met à jour le plan de surveillance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Procédures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. c)

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :

- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;
- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation,

dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :

- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;
- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;
- en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;
- suite à un arrêt prolongé complet ;
- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ;
- autres cas de figure propre à l'installation.

Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.

Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en *Legionella pneumophila* est réalisée.

Constats :

L'exploitant dispose des procédures suivantes dans son document "manuel d'exploitation" de janvier 2021 :

- Procédures « actions à mener en cas de prolifération de légionelles » : une en cas de dépassement de 1000 UFC/l et une autre en cas de dépassement de 100 000 UFC/l
- Procédure de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages (page 11/22)

Il est par contre indiqué sur la procédure sur les actions à mener en cas de dépassement de 100 000 UFC/l de prévenir la DRIRE qui n'existe plus depuis 2010. Il convient désormais d'informer l'UD-DREAL à l'adresse mail suivante : ud-33.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr.

Il n'existe par contre pas les procédures suivantes :

- Procédure d'arrêt immédiat ;
- Procédure en cas de fonctionnement saisonnier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant crée les procédures manquantes et met à jour les documents le nécessitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Stratégie de traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif
Prescription contrôlée : <p>Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p>
Constats : <p>Le document "manuel d'exploitation" de janvier 2021 indique en page 6 que le traitement biocide non oxydant par le ferrocid 8583 est réalisée à un dosage de 2000 ml par tour par semaine.</p> <p>Sur le bulletin d'analyse de la Niortaise des eaux du 28/08/2024, il est en revanche indiqué "Bon dosage en Ferrocid 8583 confirmé par un apport en choc de 1 litre / semaine / tour". Dans un cas comme dans l'autre, aucune justification sur le bon niveau d'apport en biocide n'est apportée.</p> <p>Durant l'inspection, l'exploitant a précisé qu'il était en cours de changement de traiteur d'eau, avec lequel il allait établir la stratégie de traitement préventif.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant établit une stratégie de traitement préventif répondant à la prescription de référence.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.3 c)
Thème(s) : Risques chroniques, plan de surveillance
Prescription contrôlée : <p>Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation,</p>

<p>en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il existe un tableau de paramètres (dans le chapitre 7 du manuel d'exploitation) comportant, pour certains d'entre eux, des seuils mini, nominal, et maxi, mais sans qu'on sache si ce sont des paramètres pertinents, ni ce que l'exploitant a prévu de faire en cas de dérive de ces paramètres. Au jour de l'inspection, l'exploitant a évoqué que la mise en place d'un nouveau plan de surveillance qui actualisera le précédent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action. Il précise les actions associées à chaque dérive pour chaque paramètre pertinent.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Carnet de suivi

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; - les périodes d'arrêts complet ou partiels ; - le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; - les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; - les modifications apportées aux installations.
<p>Constats :</p> <p>Le carnet de suivi n'est pas régulièrement alimenté : les derniers relevés de consommation, indiqués comme devant être mensuels dans le carnet, datent du 15/06/2023. Le dernier relevé des</p>

<p>analyses physico-chimique date du 27/03/2024, et la dernière analyse bactériologique est notée comme ayant eu lieu le 23/01/2024.</p> <p>Par ailleurs, il n'est mentionné aucune opération de nettoyage.</p> <p>L'exploitant a indiqué au jour de l'inspection qu'il envisageait de changer les dévésiculeurs (l'exploitant a confirmé par courriel du 07/04/2024 que le devis a été signé) qui sont en mauvais état, ainsi que les buses.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant remplit exhaustivement et de manière plus rigoureuse le carnet de suivi selon la prescription de référence.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : Dépassements du seuil de 1 000 UFC/l

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. a)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prolifération de légionelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Actions à mener en cas de prolifération de légionelles</p> <p>2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L</p> <p>a) Cas de dépassement ponctuel :</p> <p>En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L.</p> <p>Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose que de rapports partiels d'analyses. Aucun rapport définitif n'a été fourni à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant s'assure de disposer des rapports définitifs des analyses.</p> <p>Une de ces analyses (celle du 22/08/2024) indiquait un taux de concentration en légionelle supérieur à 1000 UFC/l (5000 UFC/l). L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer si une action avait été menée à l'issue.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant met en œuvre les procédures qu'il a décrites, et notamment celle mentionnant un taux supérieur à 1000 UFC/l. Ces actions doivent être tracé dans le carnet de suivi mentionné ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Prélèvements eau d'appoint

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants : - Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ; - matières en suspension < 10 mg/l. La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.
Constats : L'eau d'appoint est l'eau de la ville. Elle passe d'abord dans un adoucisseur, puis dans les TAR. L'exploitant n'a pas analysé les critères de l'eau d'appoint.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant analyse l'eau d'appoint selon la prescription de référence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Fréquence des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GIDAF
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.
Constats : L'exploitant a fourni des rapports partiels d'analyse en date du :

<p>- 18/06/2024 - 18/07/2024 - 22/08/2024</p> <p>Aucun rapport définitif n'a pu être fourni. La fréquence réglementaire est de 2 mois. Cependant l'exploitant a indiqué qu'il souhaite réaliser des analyses mensuelles, ce qui se justifie notamment du fait de la présence des TAR en centre-ville de Bordeaux.</p> <p>En outre, sur le rapport du 22/08/2024, il est indiqué la présence de 5000 UFC/l. L'exploitant a indiqué, dans son journal d'intervention du 28/08/2024, avoir réalisé un appoint de produit de cétamine (anticorrosif) et de ferrocid 8583 (bactéricide). Or, s'agissant d'un dépassement du seuil de 1000 UFC/l, il aurait dû mettre en œuvre un choc chimique selon sa procédure (injection de turbodispin 80). A l'inverse, le journal d'intervention du 17/07/2024 indique l'injection de turbodispin D80, qui intervient selon le manuel d'exploitation pour un traitement choc en cas de dépassement des seuils, alors qu'aucune analyse n'a eu lieu préalablement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure du respect des procédures pour le pilotage des TAR en temps normal ainsi qu'en cas de dépassement des seuils réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 15 : Transmission des résultats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. e)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne transmettait pas ses résultats à la DREAL. Le cadre GIDAF n'était pas créé en préalable de l'inspection, ce qui est réalisé désormais.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant déclare ses analyses sous GIDAF</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 16 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.1. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air ni au droit d'ouvrants. Les points de rejets sont aménagés de façon à éviter l'aspiration de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures ;
Constats : Les rejets des TAR sont guidés par une enceinte en béton d'environ 6 m de haut. Ils se font donc en hauteur. En haut de cette enceinte béton, il y a des bouches d'aération à proximité que l'exploitant a indiqué être des rejets d'air (notamment de la cuisine de la cantine).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant confirme que les bouches d'aération situées en haut de l'enceinte béton sont des rejets d'air, et non une aspiration d'air. Il confirme en outre que toute ouverture d'un local occupé se trouve à plus de 8 m de là où débouche le rejet des TAR (notamment la cantine du tribunal).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Etat du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. c)
Thème(s) : Risques chroniques, Conception
Prescription contrôlée : La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet.
Constats : Les dispositifs sont en mauvais état. L'exploitant a signé un devis pour les changer avant la remise en fonction des TAR.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'IIC la justification de l'installation des nouveaux dévésiculeurs avant la remise en service de la TAR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Retention des aires et locaux de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Retention des aires et locaux de stockage
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.
Constats : Les sols des locaux où sont stockés les produits de traitement sont étanches.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation et aux locaux techniques.
Constats : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation et aux locaux techniques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : EPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des personnels
Prescription contrôlée :

<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition.</p> <p>Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements.</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de masques FFP3. Aucune paire de gants n'étaient présentes non plus sur le lieu des TAR.</p> <p>Il existe un panneau à proximité des TAR, mais qui indique « port du masque à gaz » obligatoire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant se dote de masques FFP3 et des autres EPI nécessaires.</p> <p>L'exploitant corrige la mention du panneau à proximité des TAR en précisant « port de masques FFP3 obligatoires ».</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 21 : Analyse de la pollution

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 5.5.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, surveillance de la pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Présence des résultats des mesures des polluants P, Fe, Pb, Ni, As, Cu, Zn, THM, AOX effectuées par un organisme agréé</p> <p>Pour les D : fréquence annuelle</p> <p>Présence des résultats des autres produits de décomposition des biocides (fréquence fixée par l'exploitant)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté de résultats des mesures des polluants P, Fe, Pb, Ni, As, Cu, Zn, THM, AOX effectuées par un organisme agréé pour l'année 2024</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant réalise des mesures des polluants P, Fe, Pb, Ni, As, Cu, Zn, THM, AOX effectuées par un organisme agréé, en période de fonctionnement de la TAR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois